

À Forges-les-Eaux, la baisse de la dotation horaire agace au lycée Delamare-Deboutteville

3-4 minutes



Mis en ligne le 24/03/2021 à 04:50

Des professeurs du lycée Delamare-Deboutteville n'approuvent pas les nouvelles dotations horaires transmises pour la rentrée prochaine par le rectorat. Ils dénoncent des suppressions d'heures et de postes, et des conditions de travail qui se dégradent.





Des enseignants dénoncent la perte de 107 heures de cours depuis 2018. (Photo Paris-Normandie)

Les enseignants du lycée Delamare-Deboutteville ont pris connaissance de la dotation horaire globale pour la prochaine année scolaire et certains d'entre eux ne l'apprécient pas du tout.

C'est le rectorat qui envoie lesdites dotations aux établissements, selon une politique définie par le ministère de l'Éducation nationale.

107 heures perdues depuis 2018

En pleine pandémie et à effectifs constants, voire croissants, l'annonce ne fait pas l'unanimité : « *Nous voyons le nombre d'heures d'enseignement baisser pour la troisième année consécutive*, explique dans un communiqué le représentant du Syndicat national de l'enseignement du second degré (SNES), Julien Vanhée, professeur au sein de l'établissement de Forges-les-Eaux. *Depuis 2018, nous avons perdu pas moins de 107 heures de cours, cela correspond à la suppression de presque sept postes d'enseignants.* »

L'organisation fait un amer constat : « *Depuis quelques années, il y a une volonté politique de réduire le nombre de professeurs. Auparavant, nous avons trois Terminales S, 2 ES, 1 L. Nous avons désormais cinq Terminales générales. Même constat pour la 1re et pour la voie technologique où nous passons de quatre à trois classes.* »

Ce qui a pour conséquence la dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des enseignants, selon le SNES.

Suppressions de postes

Dans le détail, « *nous perdrons un poste de latin, un de mathématiques et un d'anglais, note Julien Vahnée. Cela veut dire des classes à 35 ou 36 élèves. »*

En pleine pandémie, les professeurs mobilisés se sentent trahis. « *C'est choquant. On ne peut que faire l'analogie avec l'hôpital public et tous les lits fermés depuis quinze ans. Entre 2007 et 2021, 90 000 postes d'enseignants supprimés sont à mettre en parallèle avec les 69 0 00 lits supprimés. Depuis le mois de mars 2020, nous avons beaucoup entendu le gouvernement communiquer sur l'importance de l'école pour nos élèves. Les chiffres nous disent autre chose : vos enfants ne sont pas une priorité ! »*, en conclut Julien Vahnée.